Biens Symboliques / Symbolic Goods
Revue de sciences sociales sur les arts, la culture et les idées

3 | 2018
Questions d'in-disciplines

Naissance de l'« intellectuel collectif » ?

Note critique sur Christophe Charle et Laurent Jeanpierre (dir.) (2016). La Vie intellectuelle en France. Tome I. Des lendemains de la Révolution à 1914 & Tome II. De 1914 à nos jours. Paris, Seuil

Birth of the "Collective Intellectual"? Review of Christophe Charle y Laurent Jeanpierre (eds.) (2016). La Vie intellectuelle en France*. Tome I.* Des lendemains de la Révolution à 1914 *& Tome II.* De 1914 à nos jours*. Paris, Seuil*

¿ Nacimiento del intelectual colectivo ? Nota critica sobre Christophe Charle y Laurent Jeanpierre (dir.) (2016). La Vie intellectuelle en France*. Tome I.* Des lendemains de la Révolution à 1914 *& Tome II.* De 1914 à nos jours*. Paris, Seuil*

Marc Joly

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/bssg/313
DOI : 10.4000/bssg.313
ISSN : 2490-9424

Éditeur
Presses universitaires de Paris Nanterre

Référence électronique
Marc Joly, « Naissance de l'« intellectuel collectif » ? », *Biens Symboliques / Symbolic Goods* [En ligne], 3 | 2018, mis en ligne le 15 octobre 2018, consulté le 10 octobre 2024. URL : http://journals.openedition.org/bssg/313 ; DOI : https://doi.org/10.4000/bssg.313

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

BIENS
SYMBOLIQUES

SYMBOLIC
GOODS

PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE VINCENNES

BIENS
SYMBOLIQUES

Revue de sciences sociales
sur les arts, la culture et les idées

A Social Science Journal
on Arts, Culture and Ideas

SYMBOLIC
GOODS

n° 3 / 2018

Questions d'in-disciplines

Questions of In-Disciplines

PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE VINCENNES

Naissance de l'« intellectuel collectif » ?

Note critique sur Christophe Charle et Laurent Jeanpierre (dir.) (2016). *La Vie intellectuelle en France*. Tome I. *Des lendemains de la Révolution à 1914* & Tome II. *De 1914 à nos jours*. Paris, Seuil.

Marc Joly

Illustration 1. © Éditions du Seuil. [http://www.seuil.com/ouvrage/la-vie-intellectuelle-en-france-tome-1-christophe-charle/9782021081381] [http://www.seuil.com/ouvrage/la-vie-intellectuelle-en-france-tome-2-collectif/9782021081435]

I

L'ambition de Christophe Charle et de Laurent Jeanpierre, les maîtres d'œuvre des deux volumes de *La Vie intellectuelle en France* (auxquels ont contribué, au total, pas moins de cent trente chercheur·e·s), est de rompre avec les biais de « l'intellectualisme » et de « l'idéalisme dominants » (I : 13), mais aussi avec l'ultra-spécialisation, en proposant, *via* l'accent mis sur la multiplicité des conditions sociales de production et de réception des « biens symboliques », une « vision d'ensemble de l'histoire de la vie intellectuelle française » (I : 10). Si on devine pour ainsi dire au premier coup d'œil, souvent, l'appartenance disciplinaire des différent·e·s contributeurs et contributrices (un professeur d'histoire contemporaine de Paris 4, un maître de conférence en science politique de l'ENS Lyon ou une normalienne agrégée de lettres modernes ne poseront décidément pas les problèmes dans les mêmes termes…), et si un certain idéalisme est loin d'être absent[1], le pari est dans l'ensemble tenu.

Cela s'explique, tout d'abord, par l'organisation générale des deux volumes. La périodisation choisie (« 1815-1860 » et « 1860-1914 » dans le premier, « 1914-1962 » et « 1962 à nos jours » dans le second) épouse en quelque sorte la temporalité politique propre à la société française pour mieux faire ressortir les logiques de structuration originales de sa « vie intellectuelle ». Quant au découpage thématique opéré, le léger réaménagement dont il fait l'objet (on passe de quatre thèmes dans le premier volume, « Espaces publics », « Savoirs et idées politiques », « Esthétiques » et « Échanges », à six dans le second, à la faveur de la subdivision du deuxième thème en « Savoirs [1] », « Savoirs [2] » et « Idées politiques ») donne les moyens de saisir, simplement, la dynamique centrale de cette « vie intellectuelle » – *i.e.* une double dynamique de différenciation-autonomisation des idées et de spécialisation-scientificisation des connaissances.

Cela s'explique, ensuite, par la grande qualité (sauf rare exception) des textes réunis. L'introduction générale, les introductions de chaque partie et, surtout, la conclusion générale, signées Charle et Jeanpierre (le premier est seul signataire des introductions du premier volume), sont remarquablement travaillées. Chaque thème est « cadré » par un long chapitre directeur, puis illustré par une série d'encadrés et d'éclairages. Ce qui confère au tout un caractère inséparablement cohérent et polyphonique. La majorité des auteur·e·s sont des spécialistes reconnu·e·s des sujets qu'ils et elles traitent. Parmi eux·elles, certain·e·s ont soutenu récemment leur thèse et en résument les principaux apports pour le plus grand profit du lecteur et de la lectrice. Un indice très sûr du sérieux des informations délivrées est le nombre de recherches inédites

1 C'est surtout le cas des textes illustrant le thème « idées politiques » de la première partie du tome II. En outre, certaines considérations d'Élisabeth Roudinesco, reliant par exemple l'« exception française » de la psychanalyse au statut unique qui serait « accordé depuis toujours dans ce pays » (II : 407) à la langue, semblent reposer sur des bases assez fragiles. Et on peut regretter que l'historienne de la psychanalyse ait jugé bon de ridiculiser l'œuvre de traducteur et de penseur de Jean Laplanche (II : 604). Par ailleurs, sans remettre en cause l'intérêt de l'éclairage consacré au « retour des droits de l'homme » (II : 680-686), exercice d'histoire des idées, signé Samuel Moyn, confrontant les conceptions de Marcel Gauchet et de Claude Lefort, on peut se demander s'il n'aurait pas été utile de consacrer un encadré aux revues *Textures* et *Libre* – ce qui aurait notamment permis de donner à comprendre la position, et l'influence apparemment inattendue sur une certaine « pensée antitotalitaire », de l'anthropologue Pierre Clastres. Certains textes témoignent enfin, exceptionnellement, de partis pris discutables. Jacqueline Lalouette, dont la contribution sur « La glorification de la science au XIXe siècle » est excellente et bien documentée, se montre par exemple étonnamment indulgente à l'égard du très sophistique Brunetière (I : 448, 481-482).

(mémoires de master, thèses de doctorat, rapports, etc.) cité en note de bas de page.

Cela s'explique, enfin, par le fait qu'un fil rouge parcourt plus ou moins explicitement l'ensemble : les remaniements de la vie intellectuelle française sont indissociables de transformations morphologiques – on a, en gros, une augmentation croissante des producteurs·rices et des consommateurs·rices de biens culturels, qui semble correspondre à une augmentation croissante des diplômé·e·s des enseignements secondaire et supérieur, les phases de quasi-stagnation alternant avec des phases d'accélération – dont les effets dépendent de la structure des espaces sociaux concernés. La plupart des études paraissent de surcroît converger autour de l'idée, logiquement impliquée par ce fil conducteur, d'une sorte de transition multiforme d'un mode de régulation « fermé » (propre aux corps constitués) à un mode de régulation « ouvert » (arbitré par les lois du champ) des rapports entre producteurs·rices culturel·le·s. Ainsi voit-on se structurer de concert un champ intellectuel et un champ universitaire interdépendants entretenant des rapports plus ou moins distants et conflictuels, selon les périodes, avec le champ politique, le champ religieux et le champ économique – en dernier ressort avec le champ du pouvoir. Avec, en toile de fond, malgré l'invention d'une « diplomatie culturelle volontariste » (II : 787), le déclin irrémédiable de la France comme grande puissance et comme épicentre de « la République mondiale de lettres » (II : 841).

La finalité de la présente note critique n'est pas de proposer un résumé en bonne et due forme des deux volumes de *La Vie intellectuelle en France*. Cela aurait d'autant moins de sens que c'est d'abord et avant tout au titre d'instruments de travail utiles et maniables qu'ils sont appelés à faire date. C'est à ce titre que je m'en suis nourri, avec, dans la tête, des questions de recherche de sociologue des sciences et d'épistémologue intéressé par le développement des sciences sociales. De là, une lecture inévitablement subjective et orientée.

II

Comme le note Jean-Luc Chappey, l'Université, créée par Napoléon en 1806 puis réorganisée deux ans plus tard, s'impose d'emblée « comme un lieu de formation et de reproduction des élites » (I : 25) et contribue au déclassement de l'Institut national des sciences, arts et lettres (fondé en 1795 pour prendre le relais des anciennes académies, et réformé en 1802), qui « perd sa position centrale dans l'organisation institutionnelle des savoirs » (I : 47). Corollairement, une poignée de grands patrons se partagent les différentes chaires et les domaines de savoir afférents. Le pouvoir de ces professeurs du Muséum d'histoire naturelle, de l'École de médecine ou de l'École polytechnique atteint son acmé sous la Restauration, comme en témoigne, pour ne citer qu'un seul exemple, la carrière du paléontologue Georges Cuvier, qui en vient à monopoliser un nombre si impressionnant de titres et de fonctions qu'il figure en bonne place dans un *Almanach des cumulards* publié en 1821 (I : 26). Avec les avancées de l'industrialisation et de l'urbanisation (qu'on ne saurait dissocier du formidable accroissement de la productivité agricole initié dès le milieu du XVIII^e^ siècle en Angleterre), et les problèmes inédits d'administration des populations, de formation des élites ou d'hygiène et de santé qui émergent, les savants, de manière générale, voient leur autorité augmenter. Toutefois, c'est souvent au détriment de leur « autonomie » et du progrès théorique en tant que tel. On veut bien d'une « science du gouvernement et du contrôle des hommes » (I : 30), liée à l'« État enquêteur » (I : 173). Mais pas d'une science autonome des « relations sociales » (que vise confusément un Saint-Simon en rêvant aussi d'une nouvelle « religion ») et du « moral ». (À

moins qu'une telle science ne serve à légitimer, comme chez Bonald, le principe d'un ordre naturel fondé par Dieu et à rendre raison de la décadence des Lumières et de la Révolution – mais alors elle n'a que l'aspect d'un savoir trouvant sa source dans les objets et en lui-même.) Le « cœur », l'« âme » doivent rester l'apanage du religieux ou du poète. La science est accusée par Chateaubriand de mener les « esprits faibles » à l'athéisme puis au crime, et un Lamennais n'aura pas de mots assez durs contre elle (« desséchante », « inutile », « abrutissante », etc.). Au mieux est-elle cantonnée dans une position secondaire. « Perfectionner l'organisation sociale et l'organisation individuelle » (I : 52) : tel était pourtant le programme politique reposant sur une connaissance objective des « Idéologues » (Cabanis, Destutt de Tracy), au pouvoir sous le Directoire, mais accusés de tous les maux par les royalistes et les défenseurs des Lettres, avant que Napoléon ne leur porte le coup de grâce en supprimant la Classe des sciences morales et politiques de l'Institut.

C'est dire si la structure des modes de compréhension du monde et des instruments d'orientation connaît, après 1789, de profonds bouleversements qui ne laissent pas de susciter des résistances, réactions et contre-offensives diverses et variées. Les possibilités d'expression n'en sont pas moins inégalement distribuées. Tout le monde n'a pas les moyens de résister, de réagir. Il faut *oser* fonder, par exemple, une « science catholique ». Géologues, biologistes, archéologues, philologues, etc. : le nombre de savants susceptibles, après les physiciens, de remettre en cause le récit des Saintes Écritures ne cesse de s'accroître au cours du XIXe siècle. Les espoirs d'une conciliation définitive de la science et du dogme ne résistent pas à la contradiction entre, d'un côté, la logique de vérification et de cumulativité inhérente à la connaissance en soi et pour soi, qui conduit à un affinement des techniques et à une spécialisation accrue des recherches, et, de l'autre, la logique de corroboration et de confinement inhérente à la connaissance subordonnée à l'impératif d'un renforcement de la foi. L'évolution de la géologie après 1830 l'atteste par excellence (I : 182-185). Plus largement (car le respect de la lettre des textes bibliques importe moins, aux yeux des membres des couches supérieures de la société, y compris les « libéraux », que la perpétuation favorisée par la religion du système de valeurs morales établi et d'un ordre des choses fondé sur la famille et la propriété), tout un ensemble de forces sociales ont intérêt à juguler la dynamique de « la science de l'homme pour la science de l'homme » – au même titre qu'il y a une dynamique de « l'art pour l'art », revendiquée fièrement par Théophile Gautier – dont Condorcet ou les « Idéologues » avaient posé le principe et qui trouvera son expression la plus aboutie, sur un double plan institutionnel et épistémologique, avec la sociologie durkheimienne, dans le contexte de la IIIe République[2]. C'est un élément-clef de leur sociodicée.

Paradoxe apparent, qui témoigne de la nécessité de toujours raisonner en termes relationnels : cette dynamique de « la science de l'homme pour la science de l'homme » est enclenchée par la création au sein de l'Institut de la Classe des sciences morales et politiques ; elle est entravée par la suppression en 1803 de cette classe *puis continue* à l'être, différemment, à la faveur de son rétablissement en 1832, jusqu'à ce que les nouvelles disciplines de la psychologie et de la sociologie, notamment au sein des facultés de lettres, finissent par l'embrasser pleinement autour de 1900, en dessinant les contours d'un régime de pensée scientifique

2 Une remarque en passant : Laurent Jeanpierre, en conclusion de sa synthèse très limpide sur le développement des sciences humaines et sociales entre 1914 et le début des années 1960, évoque un déclin « sur le plan épistémologique », durant cette période, du « durkheimisme » (II : 165). Mais ce déclin n'est-il pas surtout d'ordre institutionnel ? Les œuvres des « chercheurs » durkheimiens (Simiand, Mauss, Halbwachs, Granet), que Johan Heilbron oppose aux « enseignants » (comme Bouglé ou Davy), ne

autonome de l'humanité et de ses structures et processus constitutifs. Entre-temps, l'importation de spécialités, de méthodes et de pratiques germaniques aura joué un rôle non négligeable : on lui doit l'invention d'une science de laboratoire française, « la révolution de la linguistique, [...] la transformation de la science littéraire » (I : 579). « La vie intellectuelle française, commente Blaise Wilfert-Portal, a connu un fort "moment allemand" dès les années 1850-1860 » (*ibid.*).

III

S'il fallait tirer un seul enseignement de l'histoire de la « vie intellectuelle française » depuis deux cent ans, ce serait peut-être celui-ci : le fait qu'aucun aspect de cette « vie intellectuelle » – comme de toute « vie intellectuelle » dans des sociétés en voie de démocratisation et de nationalisation, et en même temps, de plus en plus réceptives aux idées et créations d'autrui – n'échappe à l'influence de la science, qui de « secondaire » est progressivement devenue centrale, et n'est pas forcément synonyme de progrès de la « raison ». Pour le dire autrement, la science – « devenue une entreprise professionnelle, structurée par des carrières et des cursus académiques » (I : 599) – est désormais structurante dans l'ordre du discours et des représentations. Elle est omniprésente. Elle n'est pas hégémonique pour autant. Sa circulation passe par toute une série de filtres, et elle s'offre à toutes les récupérations, à toutes les perversions. Son avènement ne met pas un terme aux luttes pour la « vérité ». Au contraire : elle les accentue, elle les démultiplie – elle les institue.

De fait, les savoirs scientifiques (*i.e.* les savoirs vérifiables acquis par le truchement de méthodes éprouvées) ou à prétention scientifique sont partout. Les années 1820-1840 marquent l'avènement de l'« ère médiatique » : il y va, nous dit Marie-Ève Thérenty, d'un « nouveau rapport au réel » (I : 124). Les connaissances circulent selon des modes et des rythmes inédits : revues littéraires et encyclopédiques, feuilles spécialisées « destinées à des publics différenciés comme le *Journal des enfants* » (I : 127), romans-feuilletons des quotidiens nourris de données sociales, à l'instar des *Mystères de Paris* d'Eugène Sue, journaux de vulgarisation comme le *Journal des connaissances utiles*, un mensuel de 32 pages créé par Émile de Girardin en 1831 et qui peut revendiquer 132 000 abonné·e·s un an plus tard, revues scientifiques ouvrant de nouveaux horizons, revues indépendantes d'inspiration socialiste, etc. La représentation du développement social-historique en est totalement transformée. L'enseignement de l'histoire de l'art atteste par exemple le progrès d'une vision sociologique du monde : comme toutes choses, explique Hippolyte Taine dans les cours qu'il donne à partir de 1864 à l'École des beaux-arts, l'art est ancré « dans les mœurs et le milieu » (I : 514). André Michel, ancien élève de ce dernier et spécialiste de l'histoire de la sculpture, affirme sa volonté d'être « aussi scientifique que possible » et de faire « l'anatomie des œuvres » (cit. in II : 180). De même, l'histoire de l'architecture bénéficie tout au long du XIXe siècle, en particulier à l'École polytechnique, de « l'apport de la culture scientifique » (I : 542). Les tenants d'une connaissance objective du réel, savants ou romanciers (Honoré de Balzac disait vouloir « daguerréotyper » la société de son temps), s'approprient d'emblée la photographie,

se signalent-elles pas par leurs formidables avancées épistémologiques ? Clairement, le Halbwachs des *Cadres sociaux de la mémoire* radicalise la théorie durkheimienne de la connaissance (c'est pourquoi il n'est peut-être pas tout à fait exact de considérer que le but de son entreprise intellectuelle aurait été de « jeter un pont entre l'œuvre de Durkheim et celle de Bergson » [II : 155-156]) ; et Mauss, comme le souligne Jean-François Bert, est parvenu « pour la première fois » à faire dialoguer « la sociologie avec l'ethnologie, [...] la linguistique, [et] surtout la psychologie, [...], jusqu'alors historiquement et surtout épistémologiquement rivales » (II : 591).

opposée « à la subjectivité de la peinture » (I : 554) tant par les romantiques que par les positivistes.

De la vision scientifique qui s'impose en art, la composante la plus originale, peut-être la moins ostensible en même temps que la plus profonde, est la réflexivité ou, pourrait-on dire, le *réalisme réflexif*. La représentation du réel en peinture ou en littérature est le produit d'un travail créatif spécifique, d'un labeur concret présupposant la capacité à manier un certain nombre de matériaux. Le « réalisme », avec Charles Baudelaire ou Gustave Flaubert, équivaut à la conversion de l'idéal esthétique de l'artiste à une double réalité : « la réalité dont ses œuvres offrent l'image » ; la réalité « du labeur à accomplir pour y parvenir » (I : 270). L'observation minutieuse de la vie humaine appelle la composition et le style : c'est à cette condition – veut croire Guy de Maupassant – que l'artiste, tel un miroir, mais en livrant le travail de combinaison qui s'impose, peut réfléchir les faits. En somme, l'écrivain « réaliste » ou « naturaliste » colle aux faits parce qu'il sait ou s'efforce de savoir ce qu'il fait et comment il peut faire ce qu'il fait – *mutatis mutandis*, la sociologie, avec Pierre Bourdieu, clarifiera pour elle-même et en général cette exigence associée dans les années 1860-1890 à la psychologie (Hippolyte Taine, Herbert Spencer ou Alexander Bain sont des références incontournables et parfois revendiquées). Avec Émile Zola (qui publie en 1880 *Le Roman expérimental*), l'observation des êtres humains (« seule préconisée dans le système de référence scientifique sémiologique qui prévalait à l'époque du réalisme balzacien » [I : 522]) appelle surtout, à titre de complément, l'expérimentation : les personnages ayant été placés dans des situations prédéfinies et leurs conduites mises à l'épreuve d'un certain nombre d'hypothèses physiologiques, psychologiques ou sociologiques, il en résultera un gain de connaissance, à la faveur d'une langue simple, énergique et sans fioriture. Il y va d'une autre forme de réalisme réflexif ou, plus exactement, de naturalisme réflexif, qui rapproche plus encore la littérature d'un idéal scientifique de connaissance, et participe tout autant, du moins en théorie, de la définition de son autonomie esthétique.

La question de l'autonomie et de la spécificité de la littérature, au principe des luttes constitutives du champ littéraire, ne semble devenir un véritable sujet de préoccupation et ne générer de profondes angoisses existentielles qu'à partir du moment où s'étiole l'optimisme du romancier convaincu d'apporter sa pierre à un « âge scientifique ». Cet optimisme déçu ou défraîchi, que reste-t-il ? La seule puissance créatrice de l'écrivain, coupée de tout réel observable à transformer ? Uniquement sa personnalité propre – louée par Zola avec autant de ferveur que la méthode scientifique objective et impersonnelle dont il se réclame ? Ou encore, comme le formulera André Breton dans son *Manifeste du surréalisme* de 1924, « la toute-puissance du rêve », le « jeu désintéressé de la pensée » (cit. in II : 283) ? À moins que l'observation, restant plus que jamais de mise, par exemple, dans le roman proustien, ait simplement changé de nature, *via* l'incorporation du narrateur dans le flux changeant des êtres et des choses observés ? Or il n'est quasiment pas question de Marcel Proust – dont *Du côté de chez Swaan* est publié en 1913 – dans les deux volumes de *La Vie intellectuelle en France* (quatre petites occurrences dispersées dans le premier, cinq dans le second : c'est peu).

Aussi peut-on avoir le sentiment d'un défaut d'explication concernant le lien étroit tissé, en France, entre l'observation comme idéal en soi et la littérature – entre différentes formes d'observation n'ayant pas d'autre but que la « connaissance », « objective » ou « subjective », et différentes formes de littérature, de Balzac à Proust en passant par Zola. Peut-être l'autonomisation des savoirs par rapport aux idées politiques a-t-elle privé ce lien du caractère de nécessité et d'évidence qu'il avait pu revêtir au XIXe siècle (quand la science semblait appelée à « régler la marche du monde » [I : 429]) ? Un éclairage sur les conditions de production et de réception de À la

recherche du temps perdu (le premier tome, rappelons-le, paraît en 1913, les six autres après 1919) aurait pu apporter des éléments de réponse : mais Proust est visiblement victime du découpage chronologique privilégié par Charle et Jeanpierre[3].

En somme, on saisit bien les lignes de force, les constances et les constantes de la vie intellectuelle française sur la longue durée. On comprend que sa nature fortement intégratrice tient à la centralité parisienne, au rôle joué par l'État (en termes d'allocation des ressources et de politiques publiques), et, conséquemment, à la structure spécifique du système scolaire et des différentes formules de regroupement rendues possibles (au sein ou à la périphérie de l'université, autour des revues, dans le secteur des médias, sous la forme d'avant-gardes artistiques disposées à se multiplier, mais aussi à l'extérieur des frontières hexagonales à travers les écoles françaises ou les instituts, etc.). On prend la mesure des effets du facteur démographique. On perçoit ce qui a configuré nationalement les dynamiques transnationales de l'art ou de la science. On devine que l'occupation de positions prééminentes et les prétentions impérialistes dépendent de toute une série de facteurs, et qu'il en va de même du déclin – et on le comprend d'autant mieux qu'au déclin répondent sans cesse des tentatives, pas toujours désespérées, *via* par exemple une « diplomatie active et professionnalisée » (II : 357) ou le vote de lois de protection, de l'enrayer (les chapitres de Marie Scot et de Thomas Brisson sont très instructifs de ce point de vue). En revanche, on appréhende mal les ressorts explicatifs du réquisit de véridicité et/ou de vérifiabilité tel qu'il s'impose à toute connaissance et conditionne l'évolution des rapports de forces entre la science, la littérature, la politique et la religion, non sans placer la philosophie – dont la défonctionnalisation, à la lecture de *La Vie intellectuelle en France*, se comprend en creux – dans la position inconfortable d'être toujours en retard d'un train, ou de plusieurs, sauf à se mettre pour de bon à l'école des sciences (Gaston Bachelard) ou à faire sienne « la posture avant-gardiste et l'humeur anti-institutionnelle » (II : 194) caractéristiques de l'art tout en subordonnant la liberté créatrice de l'écrivain à une exigence d'engagement, et non plus d'observation (Jean-Paul Sartre).

IV

« Le savoir seul rend durablement gai » (II : 867), concluent Charle et Jeanpierre. On aimerait les croire ! La question qui semble les préoccuper, à juste titre, est celle de l'autonomie du savoir ; plus précisément, c'est celle de savoir (c'est le cas de le dire) comment libérer la production et la diffusion des savoirs objectifs et distanciés – en particulier des savoirs portant sur les structures sociales – de l'emprise des médias et des idéologies qui nourrissent les luttes sociopolitiques. On peut tabler, pour chaque problème, sur un stock considérable de « travaux disponibles » (II : 867). Du côté de la production, les connaissances scientifiques ont beaucoup gagné en technicité et en précision. À la faveur de l'explosion des effectifs étudiant·e·s (au milieu des années 1960 puis à la fin des années 1980), les disciplines des sciences sociales ont atteint un niveau d'institutionnalisation sans commune mesure avec la « position interstitielle » (II : 565) qui était la leur au début des années 1960 dans l'Université. Le revers de la médaille est que ces savoirs de plus en plus spécialisés ont du mal à s'inscrire dans des horizons d'intelligibilité globale. « La figure du savant et de ce qu'il cherche a perdu la majesté neutre de la vérité immaculée du

3 Le lecteur est par exemple amené à se demander si l'idée de « *connaître en écrivains* » n'aurait pas fait place à celle de « *penser en écrivains* » (pour reprendre le titre du texte de Marielle Macé consacré à « la culture de l'essai » [II : 738-743]). Mais qu'est-ce que cela pourrait bien signifier ? Et quels auraient été les vecteurs de cette évolution ? On l'ignore tout autant – et on l'ignore d'autant plus que Michel Houellebecq, continuateur d'un certain réalisme voire du naturalisme zolien, n'est pas cité une seule fois.

XIXe siècle » (II : 433), notent encore Charle et Jeanpierre. De plus en plus éclatée, elle est surtout devenue illisible. Ce n'est pas sans lien, d'abord, avec quelque inertie de la hiérarchie des valeurs culturelles traditionnelles : si les « humanités classiques » ont perdu beaucoup de terrain dans l'enseignement supérieur, le prestige de la culture lettrée se reproduit de telle manière que la parole d'un philosophe, d'un écrivain voire d'un historien, s'agissant de livrer une interprétation générale de l'existence humaine, paraîtra toujours plus légitime que celle d'un sociologue. Ce n'est pas sans lien, ensuite, avec les transformations des circuits d'intermédiation culturelle et, par conséquent, des conditions de réception. Les chercheur·e·s spécialisé·e·s dans tel ou tel domaine ne manquent pas, on le sait, mais la diffusion des résultats de leur travail dans l'espace public est subordonnée, bien souvent, plus encore qu'au filtre des journalistes, à leur « maîtr[is]e du propos » (II : 457). Ils sont en outre éclipsés par une configuration protéiforme et proliférante d'intellectuel·le·s médiatiques, de journalistes intellectuel·le·s et d'expert·e·s non universitaires (affiliés à des *think tanks* spécialisés par exemple dans l'analyse des relations internationales ou les questions de sécurité, ou travaillant dans le secteur financier). « Des profils hybrides d'intellectuels médiatiques et de journalistes intellectuels ont émergé depuis les années 1980, rencontrant un public assez diplômé pour en être demandeur et trop peu pour en être critique » (II : 861), observent, avec ironie et lucidité, Charle et Jeanpierre.

En définitive, c'est essentiellement en tant que *social scientists*, et au nom des sciences sociales, qu'ils nous laissent avec deux sujets d'inquiétude. Les chercheur·e·s en sciences sociales ont beau être de plus en plus nombreux·ses (pour ne donner qu'un seul exemple, on comptait cinq maîtres de conférences et professeurs en sociologie dans les facultés de lettres en 1949 : on en a aujourd'hui plus de mille) ; ils et elles ont beau publier en masse (le « nombre de nouveautés et de nouvelles éditions en sciences humaines et sociales » a été multiplié « par 2,3 entre 1986 et 2003 » [II : 807]) ; ils et elles ont beau être ponctuellement sollicités dans les médias ; leur sort n'en est pas moins d'être invisibles pour le plus grand nombre – et leur influence sur le cours des choses et sur le mouvement des idées n'a sans doute jamais été aussi faible. Il y a plus. Ce qui est en cause, c'est la valeur même des produits intellectuels mis en circulation : qui est légitime pour en juger ? Les journalistes et même les éditeurs généralistes et autres intermédiaires d'idées semblent avoir perdu la considération qu'ils témoignaient « jusqu'aux années 1980 » (II : 861) aux chercheur e·s et aux universitaires, en particulier aux *social scientists*, qui se voient reprocher une chose et son contraire, tantôt d'être trop compliqués et de jargonner, tantôt d'être trop simplistes et de sacrifier au radicalisme politique. Une « incertitude généralisée » règne « quant aux "vraies" valeurs d'un domaine » (II : 865). « Le public naïf, comme celui plus averti, peine à trier le bon grain et l'ivraie » (*ibid.*). Comment s'en sortir ? Et comment remédier notamment à ce poison lancinant de la vie intellectuelle française : l'anti-intellectualisme d'une partie des intellectuels, qui ne s'exprime jamais mieux que dans les périodes où, sur les transformations de la structure des rapports de forces entre corps de croyances et domaines de savoir, se greffe quelque fragilisation du statut et des perspectives de carrière des producteurs d'idées, « avec ses phénomènes de frustration et de ressentiment associés » (II : 845-846) ?

Mais si Charle et Jeanpierre se sentent néanmoins autorisés à terminer sur une note optimiste, c'est sans doute parce qu'ils ont conscience d'avoir fait œuvre utile, et commune, en science sociale, en rassemblant un nombre impressionnant de forces intellectuelles (il faut saluer entre autres l'excellente utilisation générale de données chiffrées) et en mobilisant largement les

outils de la sociologie bourdieusienne. Il se trouve que Bourdieu (qui arrive au troisième rang des auteurs les plus cités dans le tome II de *La Vie intellectuelle en France*, derrière Jean-Paul Sartre et Michel Foucault) faisait figure, aux yeux d'Edward Saïd, de « dernier [d]es grands intellectuels universalistes et généralistes » (II : 658-659), comme le rappelle Ludivine Bantigny, qui ajoute opportunément que la méthode de la réflexivité qu'il a léguée, en tant qu'elle suppose « d'ébranler les effets de domination induits par la posture même de l'intellectuel », donne précisément les moyens d'inventer une nouvelle position : celle de « l'intellectuel collectif » (II : 659). C'est clairement dans cette direction qu'il paraît souhaitable d'aller. Dans un contexte de « mise en concurrence généralisée des établissements, des universitaires », et d'ouverture de plus en plus grande des facultés de lettres et sciences humaines à la « demande sociale et professionnelle » (II : 476), les enseignant·e·s-chercheur·e·s en sciences sociales n'ont peut-être pas d'autre issue que de reconstruire collectivement les instruments d'une autonomie théorique et scientifique pérenne ainsi que les modalités institutionnelles et symboliques d'une efficace retrouvée sur la vie des idées – sur les représentations du réel. Ils ont pour eux le nombre. Ils disposent d'une méthode – la réflexivité – par laquelle, outre sa valeur épistémologique, l'« ambition totale » portée par une partie des idées de Mai 68, à savoir, nous dit Boris Gobille, « destituer les formes autoritaires de pouvoir et révolutionner les structures mentales » (II : 665), est susceptible de vivre une seconde jeunesse, plus longue et mieux assise théoriquement. Ils ont la possibilité de réinvestir le « capital symbolique des idées d'origine française comme contre-feu à l'empire anglophone médiatique » (II : 863), en le débarrassant de tout ce que sa composition doit aux dissymétries de genre ou de statut ainsi qu'aux effets de l'impérialisme culturel (c'est-à-dire en tirant le meilleur parti possible des évolutions récentes : féminisation, internationalisation, etc.). En bref, qu'ils et elles unissent leurs efforts – et alors, comme le prophétisait Lamartine dans ses *Destinées de la poésie* (1834), « la raison universelle [...] aura multiplié sa force par la force de tous » (cit. in I : 234) !

Marc Joly
CNRS/Laboratoire Professions, institutions, temporalités (Printemps)